Compte-rendu de la réunion du 11/11
Présidences du Parlement et des commissions ITRE et ENVI

Participants: Roberta Metsola, Borys Budka, Pierfrancesco Maran

Ordre du jour: Point d'avancement sur les activités de chacune des commissions parlementaires et de la présidence du Parlement. Définition des modalités et du calendrier des négociations de la proposition EDAR par les commissions ITRE et ENVI.

Points abordés:

- **Récapitulatif des activités des président.e.s du Parlement et des commissions ITRE et ENVI**

La commission ITRE s'est réunie une fois, avant la publication de la proposition de la Commission, pour discuter des positions générales de chaque groupe.

La commission ENVI s'est réunie une fois, après la publication de la proposition de la Commission (le 08/11). Les discussions ont porté sur divers sujets, les principaux étant les suivants.

- Le nucléaire a occupé une large place dans le débat, avec une opposition frontale de tous à la proposition d'article 5, paragraphe 3. Le PPE, ECR, PfE et ESN souhaitent augmenter voire supprimer le plafond de 12% d'énergie nucléaire dans les contributions des Etats membres aux objectifs énergétiques dans leurs PNEC. The Left, Les Verts/ALE, S&D souhaitent plutôt réduire ce plafond. Pour eux, le nucléaire ne peut pas se substituer aux énergies renouvelables.
- Au sujet des PNEC, les groupes à gauche de l'hémicycle souhaitent davantage de contraintes voire de sanctions en cas de retard, alors que le PPE, ECR, PfE et ESN demandent davantage de flexibilité. Le PPE n'est pas fondamentalement défavorable aux plans correctifs tels que décrits dans la proposition, mais souhaite que le niveau de contrainte ne soit pas augmenté.
- Au sujet de l'Ukraine, les groupes à gauche de l'hémicycle ainsi que le PPE se disent en faveur d'associer l'Ukraine plus étroitement aux réseaux énergétiques européens. ECR, PfE et ESN sont défavorables à de telles évolutions.
- Sur le plan social, The Left, Les Verts/ALE et S&D demandent une meilleure prise en compte des ménages les plus vulnérables dans la proposition.

La présidente du Parlement s'est réunie avec la présidence du Conseil:

- Dans l'ensemble, il semble qu'il n'y ait pas a priori de dissensions majeures entre le Parlement et le Conseil, à ce stade du processus décisionnel.
- Les interconnexions sont une priorité pour les EM dans leurs PNEC et certains ont déjà commencé à se réunir en coalitions régionales pour favoriser les interconnexions.
- Le Conseil est favorable au maintien d'objectifs environnementaux contraign
  l'échelle de l'UE sur le long terme, avec une flexibilité sur les moyens d'y a
  chaque EM. Une minorité d'EM (pays nordiques) pousse pour un suivi r
  de la part de la Commission pour éviter les retards de certains EM.

- Sur la question du nucléaire, il est difficile de discerner une position définitive du Parlement comme du Conseil. Les eurodéputés, comme les EM, ont exprimé leur volonté de dialoguer sur ce sujet.

La présidente du Parlement s'est réunie à plusieurs reprises avec les présidents de groupe:

- La proposition EDAR de la Commission est très satisfaisante pour le PPE, plutôt satisfaisante pour S&D, Verts, ECR et Renew. PPE et S&D se sont sentis écoutés dans la consultation de la CE. Les extrêmes The Left et ESN sont très défavorables comme on peut s'y attendre, pour des raisons différentes. The Left dit que la proposition manque d'ambition et d'objectifs contraignants. ESN est très défavorable aux objectifs contraignants donc voudrait plutôt les diminuer.
- Les points de tension majeurs:
  - Question du nucléaire
  L'art 5, paragraphe 3 fait l'objet d'un rejet de la part de l'ensemble des groupes.
  - Degré de suivi et de contrainte mis en place par la Commission pour s'assurer que les EM suivent bien leur PNEC
  Les art 35 à 41 seront à discuter en commissions.
- Les points qui semblent davantage consensuels au Parlement:
  - Interconnexions
  - Plans d'investissements chiffrés, indicateurs chiffrés communs

- **Discussions sur les modalités des négociations d'amendements**

Pierfrancesco Maran souligne l'importance selon lui d'inviter des acteurs extérieurs (Etats tiers par exemple) dans les réunions de commissions afin que ceux-ci puissent défendre leur position. Borys Budka rejoint ce point de vue.

Pour le moment, les présidents des deux commissions ont été contactés par les mêmes stakeholders: l'Ukraine et le Qatar.

Il a été discuté des modalités de désignation de rapporteurs pour les commissions ITRE et ENVI parmi les groupes PPE et S&D.

Il a été souligné par les présidents de commissions que la plupart des articles de la proposition EDAR sont transversaux et pourraient concerner ITRE autant que ENVI. Ainsi, Borys Budka et Pierfrancesco Maran s'accordent pour que chacune des commissions ITRE et ENVI puisse amender l'ensemble des articles du règlement (plutôt que de se partager les articles). Par la suite, un travail sera fait notamment par les rapporteurs et les présidents de commissions pour déterminer quels amendements ont le plus de chances d'être votés en trilogue.

- **Discussions sur le calendrier des négociations**

Les participants réitèrent leur volonté de trouver convenir dans les jours à venir avec les présidents de groupe de PPE (Jüri Ratas) et S&D (Annalisa Corrado) de possibles rapporteurs pour les négociations ayant trait au règlement EDAR.

Roberta Metsola, Borys Budka et Pierfrancesco Maran s'accordent pour se retrouver en réunion au moins une fois par semaine à partir de ce jour (11/11/2026) et jusqu'aux séances plénières afin de discuter des avancées de chaque commission et de veiller à ce que le travail de ces commissions soit cohérent l'un par rapport à l'autre.

Les présidents des commissions ITRE et ENVI se disent également favorables à la tenue d'une conférence de presse organisée par la porte-parole du Parlement Jaume Duch, à laquelle ils pourraient être conviés dans les jours à venir.

